

PROJET GM3

EXTRAIT DES ATTENDUS PCM n°PC 063 113 22 c0151-M1

V- PRESCRIPTIONS :

Compte tenu des documents figurant au dossier, le service départemental d'incendie et de secours propose à la commission de prescrire les mesures de sécurité suivantes :

ARTICLE	N° / PRESCRIPTIONS
R143-3 R143-34	<p>Les constructeurs, propriétaires et exploitants sont tenus tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes. Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus chacun en ce qui les concerne, de s'assurer que les installations sont établies en conformité avec les dispositions de la réglementation.</p> <p>Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne dégage pas les constructeurs, installateurs et exploitants des responsabilités qui leur incombent personnellement.</p> <p>Pour l'application de l'arrêté du 30 décembre 2011, portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique, ne sont pas considérés comme niveaux, au sens de l'article R. 146-3 du code de la construction et de l'habitation, les locaux ou groupes de locaux techniques qui couvrent une emprise inférieure à 50% du niveau courant et qui sont accessibles uniquement depuis la terrasse.</p>
GH1	Les locaux ou groupes de locaux techniques sont les locaux associés au fonctionnement normal de l'immeuble de grande hauteur. En revanche, la création

ARTICLE	N° / PRESCRIPTIONS
	<p>d'autres locaux techniques destinés à d'autres équipements (stations radio, météo...) dont l'activité n'est pas réservée à l'usage exclusif de l'IGH doit répondre aux mêmes exigences pour ne pas constituer un niveau de l'IGH.</p> <p>A la liste des modifications déclarées peut être relevé, sur les plans et le descriptif de la notice phase 1, la présence de 2 locaux techniques au R+8 du bâtiment HC à 28,65m par rapport au niveau du sol le plus haut utilisable pour les engins des services publics de secours et de lutte contre l'incendie, contrairement au permis initial où ce bâtiment comptait que 7 étages.</p> <p>Faire confirmer à l'organisme agréé par le ministère de l'intérieur missionné par le maître d'ouvrage, le respect des dispositions précédentes ou revoir la conception du projet avec la réglementation applicable aux IGH.</p>
<p>L122-3 R122.7</p> <p>R122.8</p> <p>R122.11 R143.22 GE2§1</p>	<p>Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification de l'établissement ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité à la réglementation. Il en est de même en ce qui concerne les modifications d'exploitation, d'effectifs et ce même sans travaux. Cas du bâtiment HED par exemple</p> <p>Cette autorisation ne peut être délivrée que si les travaux projetés sont conformes aux règles de sécurité.</p> <p>Le dossier permettant de vérifier la conformité d'un établissement recevant le public avec les règles de sécurité tel que prévu à l'article R. 143-22 du code de la construction et de l'habitation.</p> <p>Compte tenu des délais d'instruction prévus par le Code de l'Urbanisme et le Code de la Construction et de l'Habitation, les dossiers doivent être déposés en mairie au moins 4 mois avant le début des travaux envisagés.</p>
<p>GN13</p>	<p>Ne pas effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation.</p> <p>Si exceptionnellement de tels travaux doivent être entrepris en présence du public, les précautions relatives à la qualification du personnel chargé de leur exécution, à l'isolement du lieu de travail, et à l'intervention immédiate des moyens de premiers secours doivent être prises.</p>
<p>GN10§2</p> <p>GE7§2, GE9</p>	<p>Justifier de la mise en conformité des locaux ou circulations existants, faisant l'objet de mesures dérogatoires anciennes, dans lesquels sont prévus des aménagements ou modifications permettant leur mise en conformité.</p> <p>Les informations devront être transmises à l'organisme agréé missionné pour établir dans son rapport de vérifications, la liste exhaustive des dérogations accordées et anciennes maintenues et la liste des dérogations rendues caduc par le présent projet.</p>
<p>CO10§2</p>	<p>Rendre désenfumable la galerie de liaison en sous-sol 1 entre le bâtiment GM3 et bâtiment EFS.</p>
<p>U18, U19</p>	<p>S'assurer que l'implantation des escaliers est telle que le public peut, à chaque niveau, accéder à un escalier sans transit par une zone protégée sinistrée. La distance maximale, mesurée suivant l'axe des circulations, que le public doit parcourir, à partir d'un point quelconque d'un local jusqu'à l'accès à un escalier, n'excède pas 40 mètres ou 30 mètres si on se trouve dans une partie du bâtiment formant cul-de-sac</p> <p>A préciser sur le RVRAT en confirmant la conformité y compris les locaux des étages du bâtiment HC coté aile HE.</p>

U8	<p>Permettre l'accès en toutes circonstances aux ascenseurs monte-malade GM3, considérés comme des installations de sécurité pour assurer l'évacuation en cas d'extrême nécessité.</p> <p>Renforcer l'isolement de la circulation leur donnant accès par rapport aux zones de chaque niveau en cloisonnement traditionnel.</p>
EL3 U8	<p>Alimenter les ascenseurs monte-malade GM3 comme des installations de sécurité pour assurer l'évacuation en cas d'extrême nécessité et faciliter l'intervention des secours, en application de l'article EL3, considérant :</p> <ul style="list-style-type: none"> la définition des installations de sécurité donnée par l'article EL3, le projet de relevé des avis de la commission centrale de sécurité du 7 juillet 2011 la réponse du Ministre de l'Intérieur faite au préfet le 30 septembre 2011, le relevé des avis du 6 décembre 2012, <p>même si seule l'alimentation des ascenseurs à dispositif d'appel prioritaire, lorsqu'ils sont exigés dans le règlement, a fait l'objet d'un avis de la CCS pour la modification de l'article EL12.</p>
NF S 61-707	<p>Permettre l'identification en toutes circonstances des demi-raccords de ventilation facilitant l'évacuation des fumées en cas d'incendie dans les galeries techniques du sous-sol, en particulier ceux se retrouvant hors façade dans des espaces extérieurs (ZAG 40 ou 39 par exemple).</p>
MS53 à MS60	<p>Réaliser le système de sécurité incendie (S.S.I.) conformément aux dispositions des articles MS53 à MS60 du règlement de sécurité.</p> <p>Respecter toutes les dispositions de la norme NFS61-970 applicables au projet. La détection automatique d'incendie prévue dans la totalité de l'établissement (hors escaliers et sanitaires) doit être conçue pour assurer la surveillance totale au sens de la norme NF S 61-970 et par conséquent avec l'extension de la DAI aux pléniums, gaines... lorsqu'ils ne répondent pas aux caractéristiques définies au 5.2.6. de cette norme.</p> <p>Implanter les matériels déportés SSI dans des volumes conformes et réservés à ce seul usage.</p>
MS75	<p>Fournir à la commission de sécurité lors de la visite de réception le procès-verbal du coordonnateur S.S.I., précisant l'application des dispositions du point 16 de la norme NFS61-932 (conformité du système installé, essais de réception technique selon l'annexe A, vérification des documents techniques du dossier d'identité) et comportant une synthèse des éventuelles remarques.</p>
R143.34 GE7	<p>Faire vérifier, par un organisme agréé par le Ministère de l'Intérieur, pendant la phase construction :</p> <ul style="list-style-type: none"> les dispositions concernant la sécurité des personnes contre les risques d'incendie et de panique prévu à l'article GE8§1, notamment en ce qui concerne les mesures proposées par la maîtrise d'œuvre dans la notice et sur les plans de l'autorisation délivrée ; les prescriptions du présent rapport imposées en atténuation ou aggravation et communiquées aux vérificateurs par l'exploitant ou le constructeur en application de l'article GE7§2 ; vérifications à réaliser en application de l'article GE9 et 1.2.2 de son appendice ;
Décret du 8 mars 1995 modifié	
R125-4	<p>Faire vérifier la solidité de l'ouvrage par un organisme agréé par le ministère compétent.</p> <p>Annexer au registre de sécurité les rapports des organismes ou personnes chargés des vérifications techniques imposées.</p>
R143.44 GE3	<p>Faire réception les travaux par la commission de sécurité au moins un jour avant l'ouverture au public prévue du bâtiment GM3 (phase 1) ainsi que des phases 2 et 3 ; solliciter son passage au moins un mois avant la date de réception envisagée.</p>

U8	Permettre l'accès en toutes circonstances aux ascenseurs monte-malade GM3, considérés comme des installations de sécurité pour assurer l'évacuation en cas d'extrême nécessité. Renforcer l'isolement de la circulation leur donnant accès par rapport aux zones de chaque niveau en cloisonnement traditionnel.
EL3 U8	Alimenter les ascenseurs monte-malade GM3 comme des installations de sécurité pour assurer l'évacuation en cas d'extrême nécessité et faciliter l'intervention des secours, en application de l'article EL3, considérant : <ul style="list-style-type: none"> la définition des installations de sécurité donnée par l'article EL3, le projet de relevé des avis de la commission centrale de sécurité du 7 juillet 2011 la réponse du Ministre de l'Intérieur faite au préfet le 30 septembre 2011, le relevé des avis du 6 décembre 2012, même si seule l'alimentation des ascenseurs à dispositif d'appel prioritaire, lorsqu'ils sont exigés dans le règlement, a fait l'objet d'un avis de la CCS pour la modification de l'article EL12.
NF S 61-707	Permettre l'identification en toutes circonstances des demi-raccords de ventilation facilitant l'évacuation des fumées en cas d'incendie dans les galeries techniques du sous-sol, en particulier ceux se trouvant hors façade dans des espaces extérieurs (ZAG 40 ou 39 par exemple).
MS53 à MS60	Réaliser le système de sécurité incendie (S.S.I.) conformément aux dispositions des articles MS53 à MS60 du règlement de sécurité. Respecter toutes les dispositions de la norme NFS61-970 applicables au projet. La détection automatique d'incendie prévue dans la totalité de l'établissement (hors escaliers et sanitaires) doit être conçue pour assurer la surveillance totale au sens de la norme NF S 61-970 et par conséquent avec l'extension de la DAI aux plenums, gaines... lorsqu'ils ne répondent pas aux caractéristiques définies au 5.2.6. de cette norme.
MS75	Implanter les matériels déportés SSI dans des volumes conformes et réservés à ce seul usage. Fournir à la commission de sécurité lors de la visite de réception le procès-verbal du coordonnateur S.S.I., précisant l'application des dispositions du point 16 de la norme NFS61-932 (conformité du système installé, essais de réception technique selon l'annexe A, vérification des documents techniques du dossier d'identité) et comportant une synthèse des éventuelles remarques.
R143.34 GE7 Décret du 8 mars 1995 modifié	Faire vérifier, par un organisme agréé par le Ministère de l'Intérieur, pendant la phase construction : <ul style="list-style-type: none"> les dispositions concernant la sécurité des personnes contre les risques d'incendie et de panique prévu à l'article GE8§1, notamment en ce qui concerne les mesures proposées par la maîtrise d'œuvre dans la notice et sur les plans de l'autorisation délivrée ; les prescriptions du présent rapport imposées en atténuation ou aggravation et communiquées aux vérificateurs par l'exploitant ou le constructeur en application de l'article GE7§2 ; vérifications à réaliser en application de l'article GE9 et 1.2.2 de son appendice ;
R125-4	Faire vérifier la solidité de l'ouvrage par un organisme agréé par le ministère compétent. Annexer au registre de sécurité les rapports des organismes ou personnes chargés des vérifications techniques imposées.
R143.44 GE3	Faire réception les travaux par la commission de sécurité au moins un jour avant l'ouverture au public prévue du bâtiment GM3 (phase 1) ainsi que des phases 2 et 3 ; solliciter son passage au moins un mois avant la date de réception envisagée.

<p>R143.38 Arrêté préfectoral relatif à la CCDSA</p>	<p>Présenter au préventionniste du SDIS en charge de la réception, deux jours ouvrés avant la date de la visite, les documents ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ l'attestation par laquelle le maître d'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité conformément aux textes en vigueur, ➤ l'attestation du contrôleur technique précisant que celui-ci a bien exécuté l'ensemble de la mission L complétée des conclusions attestant la solidité de l'ouvrage, ➤ le rapport de vérifications réglementaires après travaux (RVRAT) rédigé conformément à l'article GE9 en comportant : <ul style="list-style-type: none"> • les renseignements d'ordre général et administratif, • les avis relatifs à la conformité émis dans l'ordre des dispositions réglementaires, • les avis relatifs aux non-conformités avec un commentaire explicatif, • la liste complète des avis de non-conformité ainsi que leurs commentaires explicatifs, numérotée en une série unique, avec localisation des parties d'installations concernées, établie en début ou en fin de rapport, • le rappel des prescriptions annexées au permis de construire ou à l'autorisation de travaux, • le rappel des aggravations et des dérogations accordées par l'autorité administrative.
<p>L122-3 du code de la construction et de l'habitation GN9</p>	<p>Déposer les dossiers prévus à l'article R143.22 du Code de la Construction et de l'Habitation pour l'aménagement intérieur des réserves foncières. Les futurs maîtres d'ouvrage et maîtres d'œuvre en charge de l'aménagement des locaux, devront respecter les dispositions réglementaires applicables à leurs projets. Dans le cas où elles ne pourraient l'être, le maître d'ouvrage devra soit renoncer à l'utilisation de ces locaux, soit limiter l'accès du public aux seules parties de la construction compatibles avec les conditions de sécurité requises.</p>